

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 182 | Date 11-17 décembre, 2023

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 1 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

12 décembre : La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a une fois de plus critiqué la Turquie pour l'arrestation et la détention provisoire de 366 personnes à la suite de l'échec du coup d'État en Turquie en 2016, en raison de leurs liens présumés avec le mouvement religieux Gülen.

PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

13 décembre : Mehmet Güvcin, prisonnier de la prison fermée de type T de Şırnak, est décédé à l'hôpital de Diyarbakır.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des

derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

11 décembre : Le forum des webmasters et la plateforme indépendante R10.net ont été bloqués par le 3ème Jugement Pénal de Paix de Samsun. Les sites Web wmaraci.com et webmasterforum.com.tr, qui proposent des contenus similaires, ont également été bloqués par la même décision.

12 décembre : Ferit Kilis a été condamné à 5 ans et 9 mois de prison pour ses publications sur les réseaux sociaux sur "les jeûnes de la mort" dans les prisons et a été envoyé à la prison d'Adana Kürkcüler.

12 décembre : Le maire de Bolu du Parti républicain du peuple (CHP), Tanju Özcan, s'est rendu à l'Association sociale, culturelle et solidaire de la jeunesse afghane de Bolu et a demandé aux policiers de retirer l'enseigne de l'association.

14 décembre : Reporters sans frontières (RSF), une organisation non gouvernementale qui se concentre sur la sauvegarde du droit à la liberté d'information, a déclaré que la Turquie utilise l'emprisonnement répété de journalistes comme une technique d'intimidation. Le nombre de journalistes emprisonnés dans le pays au cours de l'année 2023 s'élève à 43.

14 décembre : Un tribunal d'Ankara a bloqué l'accès à un site alternatif d'Ekşi Sözlük, l'un des sites de médias sociaux les plus populaires du pays, qui avait été lancé pour contourner une interdiction d'accès au site principal de la plateforme.

DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

12 décembre : Le défenseur syrien des droits humains Ahmed Katie a été arrêté par le tribunal le 12 décembre 2023 pour espionnage suite à sa déclaration au bureau du procureur du palais de justice de Çağlayan d'Istanbul.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

11 décembre : Un expert médico-légal turc a admis avoir accepté des pots-de-vin et a soumis une liste de 53 juges et procureurs qui, selon lui, ont également accepté des pots-de-vin, dans le cadre d'allégations de corruption rampante dans le système judiciaire du pays, déclenchées par une lettre du procureur général d'Istanbul en octobre.

15 décembre : Les dernières statistiques publiées par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) montrent que les affaires pendantes déposées contre la Turquie représentent 33,2 % de l'ensemble des affaires traitées par la Cour.

MINORITÉ KURDE

12 décembre : Le coprésident du parti DEM, Tuncer Bakırhan, qui a commencé son discours lors des discussions sur le budget à la Grande Assemblée nationale de Turquie (GNAT) par une salutation en kurde, s'est vu répondre par le président de la GNAT, Numan Kurtulmuş : "M. Bakırhan, en tant que GNAT, nous aimerions que vous expliquiez ce que vous avez dit en turc. Il s'agit de la Grande Assemblée nationale de Turquie, le turc sera parlé ici, et puisque notre langue officielle est le turc, nous nous attendons à ce qu'il soit parlé en turc. Au nom de nos amis, nous vous demandons de l'expliquer en turc". Il est également indiqué dans les rapports de presse que les remarques kurdes de Tuncer Bakırhan ont été censurées dans le procès-verbal.

12 décembre : La co-présidente du district du Parti des régions démocratiques (DBP), Remziye Bayhan, a été arrêtée lors d'une descente à domicile dans le district de Nusaybin à Mardin.

AUTRES MINORITÉS

14 décembre : Une équipe féminine turque de volley-ball a été attaquée par des spectateurs lors d'un match à Adana. Une joueuse a dû recevoir des points de suture au genou.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

12 décembre : Les livres et les couvertures de certains prisonniers de la prison de type T de Şırnak ont été saisis par les gardiens.

12 décembre : Ferit Kilis, ancien président du Parti du travail (EMEP) du district de Yüreğir, détenu à la prison d'Adana Kürkcüler, n'a pas pu avoir accès à ses médicaments pour le cœur pendant 4 mois en raison de problèmes d'approvisionnement.

12 décembre : Le 12 décembre 2023, une personne nommée İ. K. et les membres de sa famille ont été soumis à la torture et aux mauvais traitements de la police.

12 décembre : Un chauffeur de bus nommé Ayhan G. a été victime de violences physiques de la part d'un officier de police nommé A. Y. avec lequel il s'était disputé à Istanbul.